



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

## **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

### **Maître d'ouvrage**

**Etat – Ministère des armées**

### **Conducteur d'opération**

**Service d'Infrastructure de la Défense**

**Objet du Marché n° 2025 BSTLRT 8760**

**Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)  
Pour une prestation de 2<sup>ème</sup> catégorie**

### **Concernant les travaux**

**LANESTER (56) – BASEFUSCO**

**Raccordement du réseau d'eaux usées de la BaseFusco à la ville de Lanester.**

## SOMMAIRE

<b>1. Objet du marché.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Conditions de la mission de coordination.....</b>	<b>5</b>
<b>3. Autorité du coordonnateur.....</b>	<b>9</b>
<b>4. Moyens délivrés au coordonnateur par le maître d’ouvrage .....</b>	<b>11</b>

## 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour la phase de réalisation d'une opération de bâtiment ou de génie civil, en vue d'effectuer les missions définies dans le [chapitre II du titre III du livre V de la 4<sup>ème</sup> partie du code du travail](#).

Les travaux faisant l'objet de la présente opération concernent des travaux de raccordement du réseau d'eaux usées de la Basefusco au réseau de la ville de Lanester (56).

Les travaux objet du présent marché comprennent :

- Création d'une nouvelle canalisation de refoulement entre la STEP et le point de sortie pour le raccordement au réseau de la ville de Lanester ;
- Remplacement d'une partie du réseau en amiante ciment ;
- Chemisage d'une partie du réseau en PC ;
- Remplacement de 3 postes de refoulement ;
- Mise à jour des plans avec détection et collecte de l'ensemble des équipements du réseau EU.

**La durée des travaux est estimée à 12 mois avec 02 mois de période de préparation non incluse dans la durée d'exécution des travaux.**

**Le marché de travaux est estimé à 1 400 000 € HT.**

**Nota :** Un diagnostic amiante avant travaux (DAAT) a été réalisé sur les matériaux constituant le réseau d'eaux usées. La présence d'amiante a été détectée sur les différents prélèvements réalisés.

Le titulaire doit connaître et appliquer scrupuleusement toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre de ces missions relatives notamment à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération concernée par les missions SPS de 2<sup>ème</sup> catégorie.

L'opération est soumise aux obligations suivantes :

### **Par le maître d'ouvrage :**

Le maître d'ouvrage s'engage :

- ✎ À fournir au coordonnateur, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative, et notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés<sup>1</sup> (DOE) dès qu'il est établi, afin de finaliser le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).
- ✎ À donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au coordonnateur pour l'exercice de sa mission,

---

<sup>1</sup> Les exigences du SID pour l'établissement du DOE seront fournies en annexe au CCAP.

↳ À prévenir le coordonnateur de la date de commencement des travaux. Le maître d'ouvrage veille à ce que le coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à la réalisation de l'ouvrage, en particulier en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre.

↳ À fournir au coordonnateur la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier,

↳ À informer le coordonnateur de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par [l'article 44.1 du CCAG Travaux](#).

↳ Le maître d'ouvrage tient compte, lorsqu'il les estime justifiées, des observations du coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

#### **Par le coordonnateur SPS :**

↳ Élaboration d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS) ;

↳ Rédaction du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) ;

↳ Rédaction du Registre Journal (RJ) ;

↳ Organisation des visites préalables ;

#### **Par les entreprises intervenant sur le chantier :**

↳ Participation aux visites préalables ;

↳ Élaboration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

↳ Respect de l'application du PGC et des PPSPS

### **1.1 Le titulaire**

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de "coordonnateur" dans les pièces du présent marché.

La ou les personnes physiques désignées dans l'Acte d'Engagement pour exercer la mission de coordination SPS doivent en permanence posséder l'attestation requise par [les articles R.4532-31 du code du travail](#) sous peine de résiliation immédiate du marché au tort du titulaire.

Le niveau minimal de compétence du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions de [l'article R.4532-23 du code du travail](#) introduit par le [décret n°94-1159 du 26 décembre 1994](#), est le suivant :

↳ Niveau 2 : Aptitude à coordonner les opérations des deuxième et troisième catégories

La coordination SPS sera assurée par les personnes physiques nommément désignées dans l'Acte d'Engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions prévues à [l'article 3.4.3 du CCAG PI](#) afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner au moins un remplaçant et de faire figurer son nom et ses références dans l'Acte d'Engagement du marché.

Le nom du ou des coordonnateur(s) SPS et de son/leurs suppléant(s) sont spécifiés à l'article 4.1 de l'Acte d'Engagement du marché.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement de coordonnateur SPS occasionné par un cas de force majeure sera constaté par procès-verbal établi après la visite du chantier effectuée contradictoirement par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ayant délégation et par le coordonnateur SPS suppléant.

Les changements de coordonnateur SPS, hors cas de force majeure, seront immédiatement soumis à l'accord préalable du SID Brest par courrier.

Ces derniers seront validés par Ordre de Service.

Les personnes amenées à remplacer le coordonnateur SPS précédent devront justifier du même niveau de qualification et d'expérience.

## **2. Conditions de la mission de coordination**

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

### **2.1. Principes généraux de prévention et étendue de la mission du coordonnateur**

Les principes généraux de prévention du coordonnateur sont définis par les [articles L. 4531-1 et L 4535-1 du code du travail \(loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 publiée au JO du 1<sup>er</sup> janvier 1994\)](#). Il veille, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, à ce que ces principes généraux soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur intervient sur tout chantier ou futur chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, sous-traitants inclus.

Sa mission vise à prévenir les risques résultant des travaux simultanés ou successifs d'intervenants indépendants et à prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

**Les compte rendus ou procès-verbaux du coordonnateur** devront être accompagnés de **photos légendées et datées**. Les photos ne devront pas prêter à confusion de lieu.

### **2.2. Contenu de la mission de coordination**

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention du code du travail qui sont applicables, afin de prévenir les risques liés aux coactivités simultanées ou successives dans la réalisation de l'ouvrage et les risques liés aux interventions sur l'ouvrage.

Aux fins précisées à [l'article L 4532-2- du code du travail](#) et pour le compte du maître de l'ouvrage, le coordonnateur SPS accomplit les missions suivantes :

#### **2.2.1. Phase Esquisse / Phase diagnostic – Phase Avant-Projet Sommaire**

Sans Objet.

#### **2.2.2. Phase Avant-Projet Définitif**

Sans Objet.

#### **2.2.3. Phase Projet et Dossier de Consultation des Entreprises**

↳ **Veiller** que suite à la déclaration de projet de travaux réalisée par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans le DCE ;

✎ **Proposer** au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures ;

✎ **Définir** les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier (Bureaux de chantier, salle de réunion, sanitaires, vestiaires, lieux de restauration le cas échéant...) et mentionner, dans le PGC, leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier ;

✎ **Donner** priorité aux protections collectives sur les protections individuelles, en application des principes généraux de prévention ;

✎ **Prévoir**, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages ...) ;

✎ **Élaborer et adapter le PGC** suite à l'inspection préalable et à partir de la remise de l'avant-projet définitif, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation (le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises).

En plus des renseignements, mesures et modalités mentionnées par [l'article R. 4532-44 du code du travail](#), il inclut les informations concernant l'entreprise d'accueil du protocole de sécurité défini par [arrêté du 26/04/96 \(JO du 08/05/96\)](#) ayant pour objet l'adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

✎ **Demander** au maître de l'ouvrage et analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, DPGF) afin de s'assurer, dans les pièces écrites, de l'intégration des préconisations acceptées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites et du PGC ;

✎ **Émettre** un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité du chantier ;

✎ **Élaborer un projet de règlement du CISSCT**, avec notamment des mesures coercitives pour les entreprises qui ne participeraient pas, qui est intégré dans le DCE ;

✎ **Compléter le registre - journal** de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa ;

✎ **Établir un projet de DIUO** et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises. Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

✎ **Participer** à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait, le cas échéant, par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux coactivités simultanées et/ou successives ;

✎ **Réaliser** une passation de consignes avec le coordonnateur de réalisation si le coordonnateur conception est différent du coordonnateur réalisation, notifiée par un procès-verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

## 2.2.4. Phase préparation de chantier - Préparation des interventions des entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

↳ **Communiquer** aux entreprises suite à l'inspection commune préalable avec le chef d'établissement et à la validation des dispositions avec le maître d'œuvre :

- ↳ Les consignes de sécurité arrêtées ;
- ↳ L'organisation des premiers secours en cas d'urgence ;
- ↳ La description du dispositif mis en place à cet effet.

Ces dispositions sont consignées dans le PGC ou la notice.

↳ **S'assurer** de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès ;

↳ **Mettre à jour** la déclaration préalable ;

↳ **Organiser** une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;

↳ **Organiser** entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;

↳ **Recevoir** des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de trente (30) jours [ou huit (8) jours pour les travaux non structurants] suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux ;

↳ **Communiquer**, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;

↳ **Transmettre** à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs ;

↳ **Communiquer** obligatoirement dans le cas d'opération de construction de bâtiment aux autres entrepreneurs, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers ;

↳ **Vérifier**, à réception des PPSPS, leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC ;

## 2.2.5. Phase direction, exécution des travaux

↳ **Participer** à la première partie de chaque réunion de chantier (en général une fois par semaine) destinée à traiter les questions relatives à la coactivité, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs sur le chantier. Le coordonnateur SPS est destinataire des comptes rendus de chantier établis par le maître d'œuvre et formulera le cas échéant toutes les observations.

↳ **S'assurer** que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers et appliquées à l'opération.

↳ **Tenir à jour et conserver** le Registre Journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa et prise en compte.

↳ **Assurer** une présence régulière sur le chantier (**au minimum chaque semaine**). Cette présence doit être consacrée **soit** aux visites organisées à son initiative en fonction des phases importantes du chantier, **soit** aux inspections communes préalables à l'intervention de tout nouvel entrepreneur, **soit à des visites inopinées. Dans ce cas, ces visites doivent être réalisées un jour distinct des jours de réunion de chantier cités supra.**

**Dans le cadre des visites inopinées, le coordonnateur SPS s'engage à établir un programme aléatoire de ces visites. Cette remarque s'entend aussi bien pour les jours que les horaires de passage.**

**En cas de visite organisée à son initiative, le coordonnateur SPS est tenu d'en aviser au préalable le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.** Il effectue la visite, seul ou accompagné du Représentant du Pouvoir Adjudicateur si celui-ci le souhaite. Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation d'entreprises.

**Dans chaque cas, un compte-rendu de visite est systématiquement porté au Registre-Journal de la coordination ET transmis par télécopie ou par courriel au représentant du maître d'œuvre ; il précise le temps de visite, son objet, les intervenants et les observations formulées (même si le commentaire est "Rien À Signaler"). Cette obligation conditionnera le règlement des acomptes au titulaire.**

↳ **Transmettre** les comptes rendus des inspections communes, les consignes et les observations particulières prévues [au 1° de l'article R. 4532-13 du code du travail](#), qu'il fait viser par les entrepreneurs concernés ;

↳ **Tenir à jour et adapter** le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS) notamment :

- En le complétant et l'adaptant en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises ;
- En intégrant, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé

↳ **Veiller** à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PP SPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent, au cours des visites du chantier ;

↳ **Veiller** à ce que les risques dus à la coactivité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux ;

↳ **Tenir compte** des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier conformément aux directives reçues lors de l'inspection préalable avec le chef d'établissement.

↳ **Compléter** le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) et notamment collecter les notices des installations. Ce dossier rassemble sous bordereau tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est **remis** par le coordonnateur SPS en titre au maître de l'ouvrage à la réception des travaux objets de la



présente mission de coordination SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

### 2.2.6. Phase Réception des Travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- ↳ **Remettre** la dernière version du PGC au maître d'ouvrage à la réception des travaux afin qu'il le conserve pendant cinq (5) ans ;
- ↳ **Finaliser** le DIUO, en collaboration avec le maître d'œuvre.

Le DIUO devrait, notamment comporter cinq (5) parties :

- ↳ Les renseignements administratifs ;
- ↳ Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état) ;
- ↳ Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation ...) ;
- ↳ Le bordereau des documents non joints ;
- ↳ Le cas échéant, les procès-Verbaux des transmissions du DIUO au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage.

Après accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le PGC-SPS. L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.

- ↳ **Transmettre** le DIUO à la réception des travaux au maître d'ouvrage, un procès-verbal de transmission est joint au dossier remis. Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (Le DOE et les notices sont transmis par le titulaire du marché de travaux dans les conditions de [l'article 40 du CCAG Travaux](#)) ;
- ↳ **Compléter** et faire viser le Registre Journal et le conserver pendant cinq (5) ans.

### 2.2.7. Phase de parfait achèvement

Le coordonnateur SPS doit, lors de cette phase de garantie contractuelle :

- ↳ **Effectuer** à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, dans les conditions prévues aux [§ 2.1.2.4, 2.1.2.5 et 2.1.2.6](#).
- ↳ Au vu des premières interventions sur l'ouvrage en exploitation, **constater** la validité des mesures définies dans le DIUO et si besoin **adapter** le document dans les trois mois suivants la fin de la période de Garantie de Parfait Achèvement.

## 3. Autorité du coordonnateur

Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le Registre Journal de coordination.

L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés.

S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur la transmet par courriel qui doit lui être retourné visé.

Le maître d'ouvrage est destinataire, par courriel ou par tout autre moyen approprié, de toutes les observations portées au registre journal.

Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage par écrit, qui fera appliquer les dispositions qu'il jugera nécessaire.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède, à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le registre journal qu'il transmet aux intervenants et au maître d'ouvrage pour visa. Si le problème persiste, le coordonnateur propose au maître d'ouvrage de procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant.

Le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants et du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux, sauf si mention expresse dans son contrat et notamment dans les cas suivants :

En cas de dangers graves et imminents, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (Engins de levage, échafaudage non conformes, non vérifiés, ...).

Le coordonnateur précisera sur le registre journal :

- ↳ La date et l'heure de sa décision ;
- ↳ Le type de travaux, la zone ou les matériels concernés ;
- ↳ Les raisons de sa décision.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception.

L'entreprise informera le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation.

↳ Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PP SPS, personne n'intervenant pas sur le chantier ...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.

↳ En cas de coactivités réputées dangereuses dans le même lieu, tels que :

- ↳ L'opération de retrait d'amiante et tous autres travaux
- ↳ L'utilisation de produits inflammables et le travail avec source d'inflammation
- ↳ Des travaux de VRD à proximité de travaux en façade
- ↳ La pose de charpente et couverture et tous autres travaux à l'aplomb
- ↳ Des travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection et tous autres travaux
- ↳ La pose de ragréage ou revêtement de sol et tous autres travaux
- ↳ L'essai de fonctionnement d'installations techniques (électricité, ventilation, chaufferie) et tous autres travaux à proximité immédiate

Le coordonnateur SPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques et le mentionne dans le registre journal.

Cette liste pourra être complétée suite à l'analyse préalable des risques de l'opération.

Dans ces cas, une copie du registre journal pour visa est transmise immédiatement au maître d'ouvrage et au responsable de l'entreprise concernée, par tous les moyens appropriés.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal.

Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants. Le maître d'ouvrage devra systématiquement être informé.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le maître d'ouvrage qui arbitrera.

Le maître d'ouvrage doit informer les autres intervenants de l'autorité conférée au coordonnateur SPS.

### **3.1 Danger grave et imminent.**

En cas de danger grave et imminent, le maître de l'ouvrage autorise le coordonnateur à arrêter le chantier et à prendre les mesures conservatoires adaptées ainsi que celles nécessaires pour supprimer le danger.

Dans une telle situation le coordonnateur informera dans les plus brefs délais :

- ↳ La maîtrise d'ouvrage ;
- ↳ La maîtrise d'œuvre ;
- ↳ La ou les entreprises concernées.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le Registre Journal.

### **3.2 Litige**

Tout différend entre le coordonnateur et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

#### **3.1 Information du coordonnateur.**

Le coordonnateur est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre, tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission et notamment tout document qu'il juge utile pour examiner les PP SPS.

## **4. Moyens délivrés au coordonnateur par le maître d'ouvrage**

- ↳ Communication dès que le maître d'ouvrage en a connaissance des coordonnées de tous les intervenants sur le chantier ;
- ↳ Indication par le maître d'ouvrage de la date de début des travaux et de réception de l'ouvrage ;
- ↳ Le coordonnateur SPS peut demander au maître d'ouvrage de faire pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de prévention prescrites par la réglementation, définies par le PGC et les dispositions prévues au PPSPS, par l'intervention d'une autre entreprise, financée par l'application de pénalités financières ;
- ↳ Fourniture à la charge du maître d'ouvrage, des documents d'exécution avant la remise des observations ou l'élaboration des pièces SPS ;
- ↳ Fourniture du plan d'installation de chantier et des plannings généraux et détaillés d'exécution ;
- ↳ Information du coordonnateur SPS des réunions de maîtrise d'œuvre.

### **Moyens matériels :**

Les moyens matériels dont doit disposer le coordonnateur SPS pour assurer au mieux sa mission doivent être chiffrés dans la mission, si nécessaire.

Lu et accepté par le coordonnateur